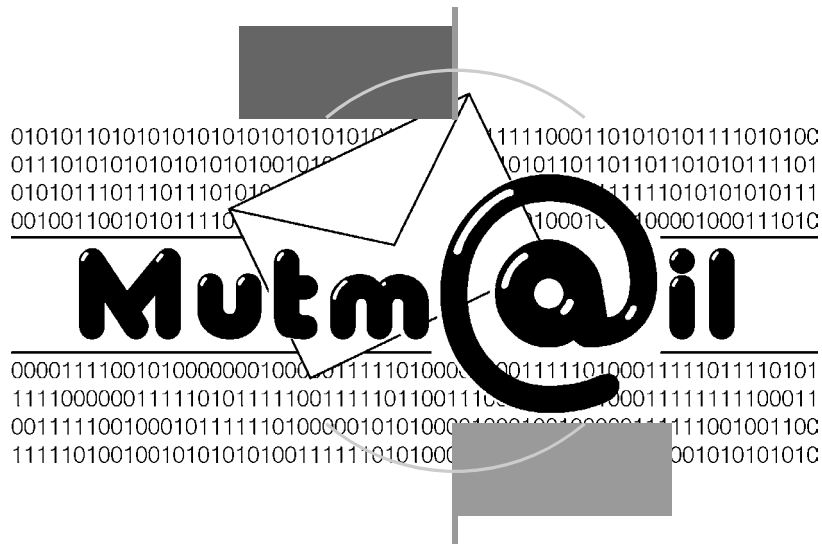




INHOUD :

- De bicommunautaire sector voor bijstand aan personen: de resultaten van een eerste opknapbeurt ! **1**
- De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zet zich in voor een betere opvang van zieke kinderen in de ziekenhuizen **8**
- Zelfmoord in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest **17**
- Adresboekje **22**
- CMDC tot uw dienst **25**
- Waarom een Verbond van Centra voor Maatschappelijk Werk van de Ziekenfondsen uit het Brusselse ? **26**

SOMMAIRE :

- Les secteurs de l'aide aux personnes dans le bicommunautaire : les résultats d'un premier dépoussiérage ! **1**
- L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune se mobilise pour une meilleure prise en charge des enfants malades en milieu hospitalier **3**
- Le suicide en Région de Bruxelles-Capitale **13**
- Carnet d'adresses **22**
- CDCS à votre service **25**
- Une Fédération de Centres de Service Social Mutualistes Bruxellois : pourquoi ? **26**

Les secteurs de l'aide aux personnes dans le bicommunautaire : les résultats d'un premier dépoussiérage !

Entre août 2003 et janvier 2004, le Conseil Consultatif s'est réuni plusieurs fois afin d'examiner les arrêtés d'exécution relatifs à l'organisation de certains secteurs de l'aide aux personnes dans le bicommunautaire. Ces arrêtés d'exécution permettent une actualisation de la législation, ainsi qu'une simplification des références législatives pour le secteur.

En réponse aux questionnements du secteur, des inquiétudes exprimées face aux nouvelles normes d'agrément, les représentants des Ministres ont apporté des amendements à certains points ressentis comme litigieux, à savoir :

- le titre professionnel des travailleurs occupés dans nos Centres : l'assistant social est et reste considéré comme la fonction principale ;
- l'accessibilité aux personnes handicapées : les centres déjà en place peuvent continuer à fonctionner mais doivent prévoir des solutions alternatives en vue d'exécuter leurs missions pour les personnes handicapées. Mais attention, toute modification ou déménagement entraînera l'obligation des respecter les normes prévues par le RRU (règlement régional d'urbanisme).
- la garantie de maintenir le nombre de postes actuellement subventionnés pour la période transitoire de deux ans mais également pour le premier agrément obtenu par le service, soit cinq ans.

Pourtant malgré ces modifications favorables de dernière minute, le Conseil Consultatif a émis un avis négatif car trop de questions restent sans réponse notamment quant à la durée des dérogations aux normes architecturales, quant à la détermination du nombre de personnel subsidié à l'avenir et surtout quant au

De bicommunautaire sector voor bijstand aan personen: de resultaten van een eerste opknapbeurt !

Tussen augustus 2003 en januari 2004 is de Adviesraad verschillende keer samengekomen om de uitvoeringsbesluiten inzake de organisatie van sommige bicommunautaire sectoren voor de bijstand aan personen te bestuderen. De uitvoeringsbesluiten maken een actualisering van de wetgeving en een vereenvoudiging van de regelgeving in de sector mogelijk.

In antwoord op de vragen van de sector en de ongerustheid inzake de nieuwe erkenningsnormen, hebben de vertegenwoordigers van de ministers enkele betwistbare punten gewijzigd, namelijk:

- de beroepskwalificatie van de werknemers in onze centra: de maatschappelijk assistent is en blijft de belangrijkste functie;
- de toegankelijkheid voor mensen met een handicap: de bestaande centra mogen blijven werken maar moeten alternatieven vinden met het oog op het uitvoeren van hun opdrachten voor mensen met een handicap. Opgelet, bij elke wijziging of verhuizing dient men de normen na te leven van de GSV (Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening);
- de garantie dat het aantal posten wordt behouden die momenteel gesubsidieerd worden voor de overgangperiode van twee jaar maar eveneens voor de eerste erkenning die de dienst heeft gekregen, namelijk vijf jaar.

Ondanks de gunstige wijzigingen op de valreep heeft de Adviesraad een negatief advies geformuleerd. Er zijn nog te veel onbeantwoorde vragen, onder andere over de duur van de afwijkingen van de architecturale normen, het aantal personeelsleden dat in de toekomst wordt gesubsidieerd en vooral over het feit dat geen subsidies worden uitgetrokken voor de administratieve medewerkers en het teamhoofd.

non subventionnement du personnel nécessaire aux tâches administratives et au poste de responsable d'équipe.

Un constat : il n'est pas facile de changer en si peu de temps une réglementation régissant le secteur depuis plus de 30 ans !

Une proposition : ne pourrions-nous pas continuer cette concertation dans le futur afin d'obtenir de nouveaux moyens pour un secteur de première ligne quotidiennement sollicité par une population bruxelloise de plus en plus précarisée.

Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant du parcours de cette réglementation.

A. LEJEUNE M. DUMONT



La brochure est disponible au Centre de documentation et de coordination sociales ou en téléphonant au 02/511.08.00

De brochure kan worden verkregen op het Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie (02/511.08.00)

Les centres de soins de jour sont des structures alternatives d'accueil visant à apporter à la personne âgée et à son entourage le soutien nécessaire à la réalisation du maintien à domicile. L'objectif de ces centres est de prendre en charge les personnes âgées nécessitant un accompagnement et des soins pendant la journée afin de retarder les placements (en maison de repos), d'éviter ou d'abréger les hospitalisations et de faciliter la récupération d'autonomie après une maladie.

Ces fonctions d'accueil personnalisé, d'orientation médicale et de réadaptation physique, mentale et sociale impliquent une offre d'aides et de services variés et coordonnés: mise sur pied d'activités diverses (ateliers cognitifs, ateliers créatifs, ateliers d'expression, gymnastique, promenades), consultations médicales, service de repas,

Une série de professionnels très motivés y sont actifs: médecin, neuropsychiatre, psychologue, infirmier, assistant social, kinésithérapeute, musicothérapeute, ergothérapeute, animateur, logopède,....

Bruxelles compte à l'heure actuelle 8 centres de soins de jour.

De centra voor dagverzorging zijn alternatieve opvangstructuren die hulp bieden aan de ouderen en de personen in hun naaste omgeving zodat de hulpbehoevende bejaarde thuis kan blijven. De centra vangen over-

dag de bejaarden op die begeleiding en verzorging nodig hebben met de bedoeling hun plaatsing (in een rusthuis) zo lang mogelijk uit te stellen, ziekenhuisopname te vermijden of te verkorten en de zelfredzaamheid na ziekte te bevorderen. Voor deze gepersonaliseerde opvang, medische doorverwijzing en fysieke, mentale en sociale revalidatie is er een gevarieerd en gecoördineerd aanbod aan hulp en diensten nodig zoals de organisatie van activiteiten (cognitieve en creatieve ateliers, ateliers voor expressie, gym, wandelen...), medische consultaties, leveren van maaltijden...

Een reeks zeer gemotiveerde professionals zijn er actief: arts, neuropsychiater, psycholoog, verpleegkundige, maatschappelijk assistent, kinesist, muziektherapeut, ergotherapeut, animator, logopedist...

Het Brussels Gewest telt momenteel 8 centra voor dagverzorging.



L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune se mobilise pour une meilleure prise en charge des enfants malades en milieu hospitalier

En l'espace de deux ans (entre 2001 et 2003), l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (Cocom) a adopté trois résolutions demandant au Collège réuni de mener certaines actions relatives d'une part, à la promotion du droit des patients et d'autre part, à l'amélioration du bien-être des enfants hospitalisés. Jusqu'à ce mois de février 2004, ces résolutions n'ont pas suscité de réaction de la part des ministres, laissant les parlementaires bruxellois dans l'incompréhension la plus totale. Aujourd'hui, il semblerait que les cabinets des ministres Didier Gosuin et Jos Chabert, ministres-membres du Collège réuni, ayant la santé dans leurs attributions, prennent des contacts pour voir ce qu'il est possible de réaliser en réponse à ces résolutions.

C'est en 2001 que l'Assemblée réunie inscrit officiellement la problématique du patient au cœur de ses préoccupations de santé. Bien que le sujet soit déjà en débat au niveau fédéral, elle adopte une résolution ⁽¹⁾ qui recommande l'application de la charte des droits des patients, élaborée en 1994 lors d'une consultation européenne qui s'est tenue à Amsterdam sous la direction du Bureau régional européen de l'OMS. Avec ce texte, l'Assemblée entend encourager en Région bruxelloise la promotion d'une information large et complète auprès du patient, dans la mesure où les compétences de la Cocom en matière de santé incluent la prévention et l'information. En outre, cette résolution demande au Collège réuni d'exposer au sein d'un rapport les modalités de mise en application de cette Charte. Or, à l'heure d'écrire ces lignes, ce rapport n'a toujours pas été présenté aux membres de l'Assemblée réunie.

La réflexion entamée jusque là par les parlementaires autour des droits du patient s'élargit en décembre 2001, lorsque le Parlement bruxellois met ses locaux à la disposition de l'Association pour l'humanisation de l'hôpital en pédiatrie. Celle-ci y organise un symposium ⁽²⁾ consacré à l'application, dans plusieurs pays européens, de la charte européenne de l'enfant hospitalisé. C'est alors que certains membres de la Commission de la Santé de l'Assemblée réunie sont interpellés par la problématique de la prise en charge des enfants malades. Deux propositions ⁽³⁾ de résolution sont déposées en mars 2002. Plusieurs personnes sont auditionnées. Il y a notamment le Professeur Kahn, chef du service de pédiatrie de l'Hôpital des Enfants Reine Fabiola (HUDERF) et Sonja Develter, une infirmière spécialisée en soins palliatifs pédiatriques.



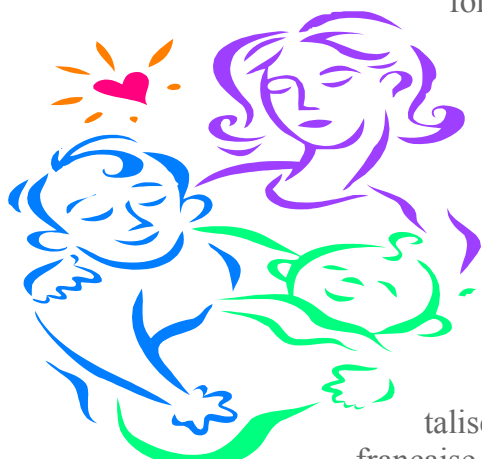
Association pour l'Humanisation de l'Hôpital en Pédiatrie
Rue de la Roche 9
1490 Court-Saint-Etienne
Tel: 010/61.16.86
Fax: 081/20.14.21
contact@associationhu.org
www.associationhu.org

(1) Résolution du 13 juillet 2001 relative à la promotion des droits des patients.

(2) L'humanisation des centres pédiatriques en Europe : ses succès et ses limites, vendredi 7 et samedi 8 décembre 2001.

(3) Les auteurs de ces propositions sont d'une part, Françoise Bertieaux et Isabelle Molenberg et d'autre part, Joël Riguelle.

Au travers de ces témoignages transparaissent une série de manquements dans le déroulement des hospitalisations pédiatriques. Cette seconde résolution ⁽¹⁾, adoptée à l'unanimité en novembre 2002, propose donc l'application en Région bruxelloise de la «Charte de l'enfant hospitalisé» ⁽²⁾ dans la mesure où la Cocom a dans ses compétences la subvention des structures de coordination hospitalière bruxelloises. Cette Charte formule, en dix points, un certain nombre de droits accordés à l'enfant malade et son entourage et par là, impose aux intervenants dans la prise en charge de la maladie des obligations relatives au bien-être de l'enfant. En outre, le Collège réuni y est invité à mener à bien certaines actions telles que encourager la création de maisons de répit ⁽³⁾, inciter le réseau IRIS des hôpitaux publics à intégrer cette Charte dans leur propre Charte des Patients hospitalisés et promouvoir et diffuser l'information sur la maladie, les soins palliatifs et l'aide qui peut être apportée aux familles. Cette fois encore, les parlementaires se heurtent à l'inertie des ministres bruxellois compétents qui ne donnent aucune suite concrète à leur résolution.



En 2003, devant l'inaction du Collège réuni face à la problématique des enfants hospitalisés, la Commission de la Santé de l'Assemblée réunie décide de poursuivre ses réflexions et travaux en la matière. Elle auditionne des membres de la commission des Droits de l'Enfant hospitalisé ⁽⁴⁾, créée à l'initiative du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant. Deux problématiques ressortent alors plus particulièrement de ces entrevues : d'une part, l'accueil de l'enfant et de ses parents lors de son admission à l'hôpital et d'autre part, la présence des parents au sein des services pédiatriques. En octobre 2003, une nouvelle proposition ⁽⁵⁾ de résolution est déposée à l'Assemblée réunie et votée à l'unanimité en novembre de la même année. Cette troisième résolution ⁽⁶⁾ a pour but de recommander une série d'actions qui concrétisent les principes généraux énoncés par la résolution précédente. Le Collège réuni est ainsi prié, notamment, de subventionner un accueil spécifique de qualité au sein des services de pédiatrie et de pré-

(1) Résolution du 29 novembre 2002 visant à l'adoption d'une « Charte des Droits de l'Enfant malade ».

(2) Cette Charte fut élaborée en 1988 à Leiden (Pays-Bas) lors de la première conférence des associations impliquées dans des actions visant le bien-être des enfants hospitalisés. Douze associations européennes étaient présentes lors de cette rencontre. C'est au cours d'une conférence semblable que l'association européenne EACH (European Association for Children in Hospital) fut créée en 1993.

(3) Une maison de répit est un lieu intermédiaire entre l'hôpital et le domicile, qui accueille les enfants malades et leur famille et où d'une part, les enfants peuvent recevoir les soins dont ils ont besoin et d'autre part, l'ensemble de la famille peut bénéficier d'une nécessaire respiration.

(4) Créée en 2002, cette commission a comme vocation d'émettre certaines suggestions au Délégué afin que celui-ci puisse intervenir en la faveur des enfants hospitalisés et de leur famille, dans les limites de ses pouvoirs d'interpellation et de recommandation. Elle a d'ailleurs rendu public ses premières recommandations en mars 2003, après s'être penchée durant une année entière sur les besoins des enfants hospitalisés.

(5) Les auteurs de cette proposition sont Françoise Bertieaux, Joël Riguelle, Paul Galand, Michel Moock, Brigitte Grouwels et Serge de Patoul.

(6) Résolution du 28 novembre 2003 relative à l'accueil des enfants et à la présence de parents lors de l'hospitalisation pédiatrique.

voir, dans le cadre de l'octroi de subventions aux structures hospitalières pédiatriques, des infrastructures destinées à l'accueil des parents. A ce jour, aucune réalisation n'est venue répondre à ces demandes.

Certains se demanderont peut-être pourquoi, face au manque d'intérêt porté par le Collège réuni aux problématiques soulevées par les parlementaires, ceux-ci n'ont pas choisi de voter une ordonnance. Plusieurs éléments de réponse ont été avancés par l'Assemblée réunie. Tout d'abord, le domaine des compétences de la Cocom est tellement diffus pour ce qui est des matières qui touchent au cas des enfants malades que légiférer sans risquer d'empiéter sur les compétences d'autres institutions est presque impossible. Ensuite, cette problématique ne peut être uniquement résolue par la voie législative ou le mode réglementaire. Il est nécessaire d'obtenir l'approbation volontaire de l'ensemble des intervenants. Enfin, vu qu'une ordonnance a force de loi, cette solution manquerait de souplesse si de nouveaux besoins devaient être identifiés.

L'attitude adoptée par le Collège face aux demandes de l'Assemblée réunie pose question. En effet, bien qu'une haute qualité de soins soit caractéristique des structures hospitalières belges, les modes actuels d'accueil et d'accompagnement de l'enfant malade et de sa famille en leur sein attestent de réelles carences. Par exemple, les premiers contacts qu'établit l'hôpital avec l'enfant et ses parents se résument à un accueil purement administratif qui occasionne souvent des pertes de temps, de nombreuses tensions et une mauvaise communication entre la famille et le personnel hospitalier. Repenser cet accueil de manière à ce qu'il laisse place à un véritable accompagnement doit donc devenir une priorité. Françoise Bertieaux, présidente de la Commission de la Santé et des Commissions réunies de la Santé des Affaires sociales de l'Assemblée réunie et co-auteur des deux résolutions relatives aux enfants malades, propose la subvention au sein de chaque unité pédiatrique d'un(e) assistant(e) social(e). Celle-ci interviendrait en quelque sorte en tant qu'unique intermédiaire entre les multiples acteurs qui gravitent autour de l'enfant (parents, personnel soignant, personnel administratif, monde associatif, bénévoles, etc.) et centraliserait un certain nombre d'informations. De cette façon, cette personne pourrait également pallier la lourdeur des démarches administratives que doivent effectuer les parents en les guidant à travers le dédale que celles-ci peuvent souvent constituer.

Ensuite, il est essentiel que les enfants malades puissent bénéficier de la présence de leurs parents tout au long de leur hospitalisation ⁽¹⁾. En effet, ceux-ci sont les garants de la sécurité affective de l'enfant et participent à la continuité du lien entre le domicile et l'hôpital. Malheureusement, les hôpitaux ne disposent pas toujours des infrastructures néces-

Bien qu'une haute qualité de soins soit caractéristique des structures hospitalières belges, les modes actuels d'accueil et d'accompagnement de l'enfant malade et de sa famille en leur sein attestent de réelles carences.

(1) Ce droit est d'ailleurs inscrit au sein de la Charte de l'enfant hospitalisé.

saïres à leur accueil. Certains proposent des chambres «parent-enfant»⁽¹⁾ ou des hôtels pour familles⁽²⁾. Malheureusement, ces pratiques ne sont ni généralisées, ni régies par un cadre légal, raisons pour lesquelles l'Assemblée réunie demande au Collège réuni d'intervenir en la faveur de telles infrastructures. Mais la présence de parents au sein des services pédiatriques implique d'autres aménagements qui doivent encore être pensés. Le personnel soignant doit être formé à cette nouvelle approche en ce sens que la présence et les compétences des parents doivent être intégrées à leur travail. Mais si les parents se voient octroyer des droits, il est également nécessaire de leur poser des limites, ce qui pourrait se faire au sein d'un règlement d'ordre intérieur.



En outre, il arrive que des enfants se retrouvent en milieu hospitalier alors qu'ils ne devraient pas y être. Ceci est souvent dû à l'épuisement et au désinvestissement progressifs de la famille, le séjour de l'enfant à l'hôpital lui octroyant une certaine forme de repos. La mise à disposition de maisons de répit appropriées permettrait d'éviter ce type de situations et offrirait à l'enfant et à ses parents le repos nécessaire à leur équilibre psychique et familial. De telles structures existent en Belgique mais ce sont essentiellement des structures clandestines, non reconnues et organisées par des personnes bénévoles. C'est pourquoi l'Assemblée réunie, dans sa première résolution relative aux enfants malades, demande au Collège de susciter et d'encourager la création de tels lieux.

Si certains enfants sont hospitalisés alors qu'ils ne devraient pas l'être, d'autres sont renvoyés à domicile sans qu'il y ait un accompagnement défini dans la continuité des soins entre l'hôpital et le domicile. De retour chez eux, certains enfants ne peuvent recevoir les traitements adéquats. En effet, les intervenants de la première ligne ne sont pas préparés à assurer la prise en charge des pathologies lourdes dont souffrent ces enfants. Il y a donc souvent un retour brutal à l'hôpital lorsque survient un problème. De là découle la nécessité de mettre en place des structures de liaison entre l'hôpital et le domicile au sein desquelles une personne ressource serait appellable 24 heures sur 24 par les intervenants à domicile. De cette façon, des lits pourraient être libérés et les enfants pourraient restés entourés de leurs parents et fratrie.

Aujourd'hui, certaines infirmières assument ce rôle de liaison de manière bénévole. Afin de généraliser cette pratique, il serait nécessaire qu'elles soient formées et payées. De même, les nombreuses associations qui œuvrent en faveur du bien-être des enfants en milieu hospitalier doivent être soutenues et encouragées par les pouvoirs publics.

(1) Une chambre «parent-enfant» permet d'accueillir à la fois l'enfant malade et un de ses parents. Vu que ce concept n'est pas régi par un cadre légal, il peut s'agir aussi bien d'un lit pliant, d'un matelas à même le sol que d'un fauteuil.

(2) Ces hôtels sont des structures situées en dehors de l'hôpital où les parents peuvent loger à un prix modeste.

Les différentes solutions proposées ci-dessus participent au processus d'humanisation de l'hospitalisation pédiatrique, déjà amorcé dans la plupart des structures hospitalières bruxelloises. L'objectif de cette démarche est de ne pas réduire l'enfant malade à son problème pathologique mais bien de tenir compte de son vécu et de ses divers besoins. En outre, de telles pratiques pourraient contribuer à la diminution des coûts grâce à une diminution des durées d'hospitalisation et à l'implication croissante des parents dans la prise en charge de la maladie.

Au vu des nombreuses améliorations à réaliser dans le cadre des hospitalisations pédiatriques, comment expliquer à la fois le peu d'intérêt porté par les ministres bruxellois à cette problématique et la lenteur de leur réaction ? Faut-il y voir un désintérêt général par rapport au thème de l'enfance ? Eu égard à la problématique de l'accueil de la petite enfance, le politique semble peu investir dans ces matières. Ou bien cette lenteur est-elle l'expression même de la lourdeur de la machine bicommunautaire ? En effet, la Commission communautaire française (Cocof) a publié il y a peu, une brochure ⁽¹⁾ reprenant l'ensemble des associations qu'elle subventionne et qui développent des activités artistiques au sein des hôpitaux bruxellois. En outre, dès novembre 2001, date qui précède la proposition de la première résolution relative à la prise en charge des enfants malades et adoptée par l'Assemblée réunie de la Cocom, une étude ⁽²⁾ relative à cette même problématique et subventionnée par la Cocof est entamée par l'Ecole de Santé Publique de l'Université Libre de Bruxelles. Cette recherche, publiée en mai 2003, fait part d'une série de recommandations qui rejoignent le contenu des deux résolutions votées par l'Assemblée réunie.

Pourtant, il s'agit d'une matière bicommunautaire par excellence, en ce sens que d'une part, la santé concerne tous les bruxellois et d'autre part, les structures hospitalières sont subventionnées par la Cocom. Des actions devraient pouvoir être menées d'autant plus que la prise en charge des enfants malades ne constitue pas un sujet polémique, qui agirait comme catalyseur des divergences opposant les différentes formations politiques. Au contraire, les gens ne peuvent qu'en être touchés et saluer toute initiative allant dans le sens d'une amélioration du bien-être de ces enfants. En outre, d'après un rapport de la cour des comptes, tous les crédits alloués l'an dernier (2003) à la Cocom et destinés au financement du secteur hospitalier n'ont pas été consommés. Reste donc à espérer que les réalisations demandées au Collège par l'Assemblée réunie dans leurs résolutions puissent être inscrites dans l'accord du gouvernement de la prochaine législature. Dès lors que la Région de Bruxelles-Capitale est devenue une des villes en santé du réseau de l'OMS, il est d'autant plus important que des avancées notables soient rapidement constatées au niveau de la prise en charge des enfants malades au sein des structures hospitalières bruxelloises.

(1) Activités artistiques pour les enfants hospitalisés en Région bruxelloise

(2) L'enfant malade : étude multisectorielle sur la prise en charge globale des enfants gravement malades, mai 2003. Les premiers résultats de cette étude ont été présentés lors du colloque organisé à Bruxelles du 27 au 29 mars 2003 par le Réseau Mère-Enfant de la Francophonie.

Elle peut être consultée à l'adresse internet suivante : www.ulb.ac.be/esp/rem/

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zet zich in voor een betere opvang van zieke kinderen in de ziekenhuizen

Op twee jaar tijd (tussen 2001 en 2003) heeft de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) drie resoluties aangenomen. Hierbij werd het Verenigd College gevraagd bepaalde acties te ondernemen om enerzijds de patiëntenrechten en anderzijds het welzijn van de kinderen in de ziekenhuizen te bevorderen. Tot februari 2004 kwam er geen enkele reactie van de ministers, wat voor de Brusselse parlementsleden volkomen onbegrijpelijk was. Momenteel zouden de kabinetten van de ministers Didier Gosuin en Jos Chabert, ministers-leden van het Verenigd College, die gezondheid tot hun bevoegdheid hebben, contacten leggen om te zien hoe aan de resoluties kan worden tegemoetgekomen.

In 2001 neemt de Algemene Vergadering de problematiek van de patiënt officieel op in haar gezondheidsbeleid. Hoewel het thema reeds wordt behandeld op federaal niveau, neemt ze een resolutie⁽¹⁾ aan die de toepassing van het handvest betreffende de bevordering van de patiëntenrechten aanbeveelt. Dit handvest werd opgesteld op de Europese overlegvergadering die het Europees regionaal bureau van de WHO in 1994 in Amsterdam heeft belegd. De Algemene Vergadering hoopt hiermee aan te zetten tot een ruime en volledige informatieverstrekking aan de patiënt voor zover de bevoegdheden van de GGC inzake gezondheid, preventie en voorlichting betreffen. Bovendien wordt in de resolutie het Verenigd College gevraagd een verslag op te stellen met de nadere regels voor de uitvoering van het handvest. Het verslag is nog niet voorgelegd aan de leden van de Algemene Vergadering.

Het denkwerk dat de parlementsleden tot dan hadden verricht inzake de patiëntenrechten, wordt in december 2001 voortgezet, wanneer het Brussels Parlement zijn lokalen ter beschikking stelt van de 'Association pour l'humanisation de l'hôpital en pédiatrie'. Deze vereniging organiseert er een symposium⁽²⁾ over de toepassing van het Europees handvest van de rechten van het gehospitaliseerde kind in verschillende Europese landen. Enkele leden van de commissie voor de gezondheid van de Algemene Vergadering worden geïnterpelleerd over het probleem van de opvang van zieke kinderen in het ziekenhuis. Twee voorstellen⁽³⁾ van resolutie worden in maart 2002 ingediend. Verschillende personen worden gehoord, onder anderen professor Kahn, hoofd

(1) Resolutie van 13 juli 2001 betreffende de bevordering van de patiëntenrechten.

(2) L'humanisation des centres pédiatriques en Europe : ses succès et ses limites, vrijdag 7 en zaterdag 8 december 2001.

(3) De auteurs van deze voorstellen zijn Françoise Bertieaux en Isabelle Molenberg enerzijds en Joël Riguelle anderzijds.

van de afdeling pediatrie van het Universitair Kinderziekenhuis Konin-
gin Fabiola (UKZKF) en Sonja Develter, verpleegkundige gespeciali-
seerd in de palliatieve verzorging van kinderen. Deze getuigenissen
brengen een reeks lacunes aan het licht bij de opname in kinderzieken-
huizen. De tweede resolutie ⁽¹⁾ wordt unaniem aangenomen in novem-
ber 2002 en stelt voor om het Handvest van het Gehospitaliseerde Kind
⁽²⁾ toe te passen in het Brussels Gewest voor zover de GGC de subsidië-
ring van de Brusselse coördinatiestructuren van de ziekenhuizen tot
haar bevoegdheid heeft. Dit handvest somt in 10 punten de rechten op
die toegekend worden aan zieke kinderen en hun ouders en legt de
zorgverleners plichten op met betrekking tot het welzijn van de kinde-
ren. Bovendien wordt het Verenigd College gevraagd de oprichting
van opvanghuizen ⁽³⁾ aan te moedigen, de Irisstructuur van de openba-
re ziekenhuizen ertoe aan te zetten om het handvest op te nemen in hun
eigen Handvest van de Rechten van de Gehospitaliseerde Patiënt en
informatie over de ziekte, de palliatieve zorg en de hulpverlening aan
de gezinnen te bevorderen en te verspreiden. Ook nu stuiten de parle-
mentsleden op de inertie van de bevoegde Brusselse ministers die geen
gevolg geven aan de resolutie.

Aangezien het Verenigd College geen actie onderneemt inzake de pro-
blematiek van de kinderen in de ziekenhuizen, besluit de commissie
voor de gezondheid van de Verenigde Vergadering in 2003 haar re-
flectie en werkzaamheden voort te zetten. Zij hoort de leden van de
commissie van de Rechten van het Gehospitaliseerde Kind ⁽⁴⁾, opgericht op initiatief van de algemeen afgevaardigde voor de
rechten van het kind van de Franse Gemeenschap. De hoorzittingen
brengen twee problemen aan het licht, namelijk de opvang van de kin-
deren en hun ouders bij de ziekenhuisopname en de aanwezigheid van
de ouders op de kinderafdeling van een ziekenhuis. In oktober 2003
wordt een nieuw voorstel ⁽⁵⁾ van resolutie voorgelegd aan de Algemene
Vergadering, dat in november 2003 met eenparigheid van stemmen
wordt aangenomen. Deze derde resolutie ⁽⁶⁾ doet aanbevelingen over
een reeks acties om de algemene principes uit de vorige resolutie te
verwezenlijken. Het Verenigd College wordt onder meer gevraagd sub-
sidies te verlenen voor specifieke en kwalitatief hoogstaande opvang in
de kinderafdelingen en in het kader van de subsidiëring van de kinder-



(1) Resolutie tot goedkeuring van een 'Handvest van de Rechten van het Zieke Kind'.

(2) Dit handvest werd in 1988 in Leiden (Nederland) opgesteld tijdens de eerste conferentie van de verenigingen betrokken bij acties die het welzijn van kinderen in ziekenhuizen beogen. Er waren twaalf Europese verenigingen aanwezig. Tijdens een gelijkaardige conferentie in 1993 werd de Europese vereniging EACH (European Association for Children in Hospital) opgericht.

(3) Een opvanghuis is een overgangsstructuur tussen het ziekenhuis en thuis, waar zieke kinderen en hun gezin worden opgevangen. De kinderen krijgen er de nodige verzorging en het gezin kan ondertussen op adem komen.

(4) Deze commissie, opgericht in 2002, moet voorstellen aanbrengen aan het Raadslid opdat hij kan tussenkomen ten gunste van de gehospitaliseerde kinderen en hun gezinsleden, binnen de grenzen van zijn bevoegdheden inzake interpellatie en aanbeveling. De commissie heeft de eerste aanbevelingen in maart 2003 bekendgemaakt nadat ze een jaar lang de behoeften van de kinderen in de ziekenhuizen heeft bestudeerd.

(5) Het voorstel werd ingediend door Françoise Bertieaux, Joël Riguelle, Paul Galand, Michel Mook, Brigitte Grouwels en Serge de Patoul.

(6) Resolutie van 28 november 2003 betreffende de opvang van de kinderen en de aanwezigheid van hun ouders bij opname in de kinderafdeling van een ziekenhuis.

ziekenhuizen te zorgen voor infrastructuur voor de opvang van de ouders. Tot nu toe werd aan geen enkel verzoek gevolg gegeven.

Men kan zich afvragen waarom de parlementsleden, gezien het gebrek aan belangstelling van het Verenigd College voor deze problematiek, niet gekozen hebben voor een ordonnantie. Volgens de Verenigde Vergadering is het domein van de bevoegdheden van de GGC echter zo diffuus inzake de aangelegenheden die zieke kinderen betreffen dat het bijna onmogelijk is wetten te maken zonder de bevoegdheden van andere instellingen aan te tasten. Bovendien kan de problematiek niet uitsluitend opgelost worden door wetgeving of beschikkingen. Het is noodzakelijk dat alle actoren hun goedkeuring verlenen. Een ordonnantie heeft kracht van wet en biedt te weinig soepelheid indien nieuwe behoeften zich aandienen.

De houding van het College roept vragen op. Hoewel de Belgische ziekenhuizen een kwalitatief hoogstaande verzorging bieden, vertonen de opvang en de begeleiding van de zieke kinderen en hun ouders gebreken. De eerste contacten zijn puur administratief en geven dikwijls aanleiding tot tijdverlies, spanningen en een slechte communicatie tussen het gezin en het ziekenhuispersoneel. Het onthaal moet in de eerste plaats een echte begeleiding worden. Françoise Bertieaux, voorzitter van de commissie voor de gezondheid en van de verenigde commissies voor de gezondheid en de sociale zaken van de Verenigde Vergadering en coauteur van de twee resoluties inzake het zieke kind, stelt voor om in elke kinderafdeling een maatschappelijk assistent(e) te subsidiëren die als tussenpersoon optreedt tussen de talrijke actoren (ouders, verplegend personeel, administratieve medewerkers, middenveld, vrijwilligers, enz.) en als centraal aanspreekpunt. Deze persoon kan de ouders begeleiden bij de zware en vaak complexe administratieve stappen die ze moeten ondernemen.

Het is eveneens belangrijk dat de ouders bij hun zieke kind kunnen blijven tijdens de ziekenhuisopname ⁽¹⁾. Zij bieden immers affectieve veiligheid aan het kind en fungeren als brug tussen thuis en ziekenhuis. De ziekenhuizen beschikken echter niet altijd over de nodige infrastructuur om hen op te vangen. Sommige hebben 'ouder-kind'kamers ⁽²⁾ of familieverblijven ⁽³⁾. Deze mogelijkheden worden niet in alle ziekenhuizen aangeboden en worden niet door een wettelijk kader geregeld. Daarom vraagt de Verenigde Vergadering aan het Verenigd College te zorgen voor dergelijke structuren. Voor de opvang van de ouders moeten echter nog andere aanpassingen overwogen worden. Het verzorgend personeel moet een specifieke opleiding krijgen met betrekking tot deze nieuwe aanpak waarbij ze rekening moeten houden met de aanwezigheid en de competentie van de ouders. De ouders krijgen dus rechten,

(1) Dit recht wordt uitdrukkelijk vermeld in het Handvest van het gehospitaliseerde kind.

(2) In deze kamer kunnen het zieke kind en een van de ouders worden opgevangen. Aangezien er geen enkel wettelijk kader is voorzien, krijgt de ouder meestal een plooi bed, een matras op de grond of een zetelbed ter beschikking.

(3) Deze verblijven bevinden zich buiten het ziekenhuis. De ouders kunnen er tegen een bescheiden bedrag logeren.

maar hebben ook plichten die in een huishoudelijk reglement worden vastgelegd.

In sommige gevallen komen kinderen in een ziekenhuis terecht, hoewel ze er niet thuishoren. Dat kan te wijten zijn aan het feit dat de ouders uitgeput raken en de verzorging niet meer aankunnen. Het verblijf van hun kind in het ziekenhuis biedt hun de gelegenheid weer op adem te komen. Dergelijke situaties kunnen vermeden worden door de uitbouw van aangepaste opvanghuizen die het kind en zijn ouders de nodige rust bieden voor hun psychisch evenwicht en dat van het gezin. In België bestaan er dergelijke voorzieningen, maar ze werken hoofdzakelijk clandestien, worden niet erkend en zijn opgericht door vrijwilligers. Daarom vraagt de Verenigde Vergadering het College in haar eerste resolutie betreffende zieke kinderen de oprichting van deze voorzieningen aan te moedigen en te steunen.

Sommige kinderen worden uit het ziekenhuis ontslagen terwijl de continuïteit van hun verzorging thuis niet verzekerd is. Zij krijgen geen aangepaste behandeling. De eerstelijnsactoren kunnen de zware aandoeeningen waaraan deze kinderen lijden niet verzorgen. De kinderen moeten vaak op een abrupte wijze terug naar het ziekenhuis als er een probleem rijst. Vandaar de noodzaak om overlegstructuren op te zetten tussen het ziekenhuis en thuis die 24 uur per dag bereikbaar zijn voor de verzorgenden. Zodoende komen er bedden vrij en kunnen de kinderen thuisblijven bij hun ouders, broers en zussen. Momenteel fungeren sommige verpleegkundigen op vrijwillige basis als contactpersoon. Om dit te veralgemenen moeten ze opgeleid en betaald worden. De overheid moet eveneens de talrijke verenigingen die ijveren voor het welzijn van de kinderen in het ziekenhuis, ondersteunen en aanmoedigen.

Bovenvermelde oplossingen dragen bij tot de humanisering van de kindziekenhuizen, die reeds in de meeste Brusselse ziekenhuizen op gang gekomen is. De bedoeling is het zieke kind niet te beperken tot zijn ziekteprobleem maar rekening te houden met zijn leefwereld en behoeften. Deze oplossingen kunnen bovendien kostenbesparend zijn dankzij minder lange ziekenhuisopnames en de grotere betrokkenheid van de ouders bij de verzorging.

Hoe kunnen we in het licht van de talrijke verbeteringen die verwezenlijkt moeten worden op het vlak van de ziekenhuisopname van kinderen, het gebrek aan belangstelling van de Brusselse ministers en hun trage reactie verklaren? Is het de wijten aan een algemeen gebrek aan belangstelling voor het kind? Gezien de problematiek van de opvang van het kind lijken de politici zich weinig in te zetten voor deze aangelegenheden. Of is het te wijten aan de logheid van het bicommunautaire apparaat? De Franse Gemeenschapscommissie (Cocof) heeft onlangs een brochure ⁽¹⁾ uitgegeven die alle door haar gesubsidieerde

(1) Activités artistiques pour les enfants hospitalisés en Région bruxelloise

verenigingen vermeldt die artistieke activiteiten opzetten in de Brusselse ziekenhuizen. Vanaf november 2001, nog voor de eerste resolutie betreffende de opvang van zieke kinderen werd voorgesteld en aangenomen door de Algemene Vergadering van de GGC, begon de Ecole de Santé Publique de l'Université Libre de Bruxelles, met een studie, gesubsidieerd door de Cocof, die deze problematiek onderzoekt. De studie ⁽¹⁾, gepubliceerd in mei 2003, doet een rits aanbevelingen die aansluiten bij de inhoud van de twee resoluties die de Verenigde Vergadering heeft aangenomen.

Het betreft nochtans een bicommunautaire aangelegenheid bij uitstek aangezien de gezondheid alle Brusselaars aanbelangt en de GGC de ziekenhuizen subsidieert. Bovendien is de opvang van zieke kinderen geen thema dat tot polemieken leidt en de verschillende politieke partijen tegen elkaar opzet. De mensen worden er zelfs door geraakt en staan positief tegenover initiatieven die het welzijn van deze kinderen verbeteren. Bovendien blijkt uit een verslag van het Rekenhof dat de kredieten die vorig jaar (2003) werden toegekend aan de GGC met het oog op de financiering van de ziekenhuizen, nog niet zijn opgebruikt. Hopelijk worden de verwezenlijkingen die door de Verenigde Vergadering aan het College worden gevraagd in hun resoluties, opgenomen in het regeerakkoord van de volgende regeerperiode. Aangezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest deel uitmaakt van het gezondstedennetwerk van de Wereldgezondheidsorganisatie, is het belangrijk dat er snel vooruitgang wordt geboekt inzake de opvang van zieke kinderen in de Brusselse ziekenhuizen.

(1) *L'enfant malade: étude multisectorielle sur la prise en charge globale des enfants gravement malades*, mei 2003. De eerste resultaten van het onderzoek werden voorgesteld op een colloquium dat de Réseau Mère-Enfant de la Francophonie heeft gehouden in Brussel van 27 tot 29 maart 2003.

De studie kan worden geconsulteerd op www.ulb.ac.be/esp/rem/



Le suicide en Région de Bruxelles-Capitale

Fin 2003, l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale a réalisé un dossier intitulé «Le suicide en Région de Bruxelles-Capitale. Situation 1998-2000».

On y apprend que, à Bruxelles, le suicide est la troisième cause de mortalité prématurée chez les hommes et la deuxième chez les femmes. En outre, d'après l'analyse des bulletins statistiques de décès, 574 bruxellois se sont suicidés durant la période 1998-2000, ce qui représente en moyenne 190 décès par an.

Mais ces chiffres ne constituent que la pointe de l'iceberg. Des personnes tentent de suicider sans y parvenir et d'autres éprouvent des idées suicidaires. Il n'existe pas de donnée fiable concernant les tentatives de suicide à Bruxelles. Par contre, selon des estimations réalisées pour la Flandre, il existe 14 tentatives de suicide pour un décès par suicide, cette proportion différant selon l'âge et le sexe. On peut alors estimer que le nombre annuel de tentatives de suicide à Bruxelles se situe entre 2700 et 4000.

Dans ce dossier sont dégagées des tendances par commune mais aussi en fonction de plusieurs facteurs sociaux et démographiques tels que l'état civil ou la nationalité. Les différentes stratégies existantes en matière de prévention sont ensuite décrites et replacées dans le contexte bruxellois pour aboutir à la formulation de plusieurs recommandations.

Enfin sont reprises les coordonnées d'une série d'associations dont les activités entretiennent un lien avec le thème du suicide. Celles-ci sont présentées ci-dessous.

Les informations sur les associations concernent uniquement les activités en lien avec le thème du suicide

Prévention générale

CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE

Place du Châtelain 46
1050 Bruxelles

Tel: 0800/32. 123 (24h/24)
02/640.51.56 (secrétariat)

Fax: 02/640.65.92
cps@preventionsuicide.be
www.preventionsuicide.be/

- Accueil téléphonique pour les personnes suicidaires et l'entourage.
- Prise en charge des suicidants en vue d'assurer le relais vers un traitement et/ou une thérapie à long terme.
- Projets de prévention et de promotion de la santé.
- Bibliothèque.

TELE-ACCUEIL BRUXELLES

BP 12 - 1000 Bruxelles

Tel: 107 (24h/24)
02/538.49.21 (secrétariat)

Fax: 02/537.41.85
teleaccueil.brussels@skynet.be
www.tele-accueil.be

Ecoute téléphonique ouverte à toute personne qui vit une situation de crise ou une difficulté sur le plan moral, social ou psychologique.

LIGUE BELGE DE LA DEPRESSION

Rue de la Vinaudrée 30
1370 Jodoigne

Tel: 070/23.33.24
Fax: 010/81.31.88

lig.depr@yucom.be
www.ligue-depression.org

La Ligue est un lieu d'échange et d'information permanent sur la dépression; elle s'adresse à toute personne, dépressive ou non, vivant ou non dans l'entourage d'une personne dépressive.

Permanences : vendredi et lundi de 10h à 13h30.

SOS SOLITUDE

C/o Espace social Télé-Service
Boulevard de l'Abattoir 27-28
1000 Bruxelles

Tel: 02/ 548.98.08
Fax: 02/502.49.39
espacesocial@tele-service.be

*OBSERVATOIRE DE LA
SANTÉ ET DU SOCIAL
DE BRUXELLES-
CAPITALE-OSSB
Avenue Louise 183
1050 Bruxelles
Tel: 02/502.60.01
Fax: 02/502.59.05
observat@ccc.irisnet.be
www.observatbru.be
L'étude peut être télé-
chargée*

www.guidesocial.com/tele-service
 Ecoute téléphonique et entretien en face à face pour toute personne souffrant de solitude.

Prévention spécifique

ECOUTE ENFANTS

Rue Martine Bourtonbourt 2
 5000 Namur

Tel: 103 (24h/24)
 081/72.95.70 coordinatrice)

Ecoute téléphonique des enfants et des jeunes. Ecoute-Enfants répond aussi à toute personne adulte qui, de près ou de loin, est en contact avec les jeunes et s'interroge sur l'enfance et l'adolescence.

HELP LINE

Rue Saint-Georges 102/20
 1050 Bruxelles

Tel: 02/648.40.14 (24h/24)
 02/647.67.80 (secretariat)

Permanence téléphonique pour personnes anglophones. Le service est confronté à des demandes d'ordre pratique mais aussi à des personnes en détresse.

INFOR-DROGUES

Rue du Marteau 19
 1000 Bruxelles

Tel: 02/227.52.52 (24h/24)
 02/227.52.60 (secrétariat)

Fax: 02/219.27.25
courrier@infordrogués.be
www.infor-drogués.be

- Ecoute téléphonique de toxicomanes et de leurs proches.
- Consultations et entretiens sur place pour les toxicomanes et leurs proches.
- Information en matière de toxicomanie.

INFORMATIONEN UND BERATUNGSSTELLE FÜR DEUTSCHSPRACHIGE-IBS

Tel: 02/768.21.21
 Fax: 02/767.98.90

Permanence téléphonique pour personnes germanophones. Le service est confronté à des demandes d'ordre pratique mais aussi à des personnes en détresse.

Permanence : du lundi au vendredi de 10h30 à 13h et de 20h à 7h.

MEDET-FOON

Tel: 070/22.33.55

Ecoute téléphonique pour personnes d'origine marocaine ou turque qui sont dans une situation de détresse. Les langues utilisées par le service sont l'arabe, le berbère, le turc et le néerlandais.

Créé par « Steunpunt Allochtone Meisjes en Vrouwen »

Permanences : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 13h. Le mercredi de 19h à 21h30.

PASSADO

Centre Chapelle-aux-Champs
 Clos Chapelle-aux-Champs 30
 1200 Bruxelles

Tel: 02/764.31.20
 Fax: 02/764.39.55

www.passado.be

Lieu d'accueil pour les paroles de jeunes via le site ou sur place le mercredi après-midi.

SOS JEUNES-QUARTIER LIBRE

Rue Mercelis 27
 1050 Bruxelles

Tel: 02/512.90.20 (24h/24h - à partir de 22h le CASU prend les appels et renvoi au service si urgence)
 Fax: 02/502.22.60

contact@sosjeunes.be

- Ecoute téléphonique.
- Permanence d'accueil, accompagnement et suivi du jeune.

TELQUELS

Rue Marché au Charbon 81
 1000 Bruxelles

Tel: 02/512.45.87
 Fax: 02/511.31.48

info@telsquels.be
www.telsquels.be

- TELELEGAL

BP 1969 - 1000 Bruxelles 1

Tel: 02/502.00.70 (tous les jours de 20h à minuit)

Ecoute téléphonique de gays et lesbiennes dans l'anonymat.

- Permanence d'accueil, accompagnement et suivi par des assistants sociaux sensibilisés à la problématique du suicide.

Soutien aux proches d'une personne suicidée

CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE

Place du Châtelain 46
1050 BRUXELLES
Tel: 02/650.08.69, 02/640.51.56
Fax: 02/640.65.92
cps@preventionsuicide.be
www.preventionsuicide.be/

L'AUTRE TEMPS : Groupe de parole encadré par un professionnel de l'écoute formé à l'accompagnement du deuil.

INTERVENTION INDIVIDUELLE pour les personnes touchées par le suicide d'un proche.

FONDATION SERGE ET LES AUTRES

Rue du Pacifique 4
1180 Bruxelles
Tel: 02/345.89.09
GSM: 0477/27.65.03
Fax: 02/345.89.09

Cette fondation travaille au sein de l'asbl "Parents désenfantés", elle prend en charge l'accompagnement des parents dont un enfant s'est suicidé.

- Ecoute téléphonique.
- Rencontres individuelles.
- 4 réunions par an avec tous les parents qui le désirent.

INFOR-DROGUES

Rue du Marteau 19
1000 Bruxelles
Tel: 02/227.52.52 (24h/24)
02/227.52.60 (secrétariat)
Fax: 02/219.27.25

courrier@infordrogues.be
www.infor-drogues.be
Prise en charge individuelle des proches de toxicomanes suicidés

SERVICE D'ACCUEIL D'AIDE AUX VICTIMES

- Rue des Quatre Bras 13
1000 Bruxelles
Tel: 02/508.74.05
Fax: 02/519.83.78
michael.gemenne@just.fgov.be
- Rue de la Régence 63
1000 Bruxelles
Tel: 02/519.89.05
Fax: 02/519.83.78
christel.andreis@just.fgov.be
Lorsqu'un dossier pénal est ouvert, le service peut aider les proches d'une

personne suicidée. Il les informe sur le déroulement de l'instruction et sur toutes les démarches à effectuer.

Relais d'informations utiles

CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE COORDINATION SOCIALES - CDCS

Avenue Louise 183
1050 Bruxelles
Tel: 02/511.08.00
Fax: 02/512.25.44
info.cdcs.cdcs@irisnet.be
www.cdcs.irisnet.be

Le CDCS est un centre d'information et de ressources documentaires qui permet une vision globale du tissu socio-sanitaire et des réseaux sociaux de développement bruxellois. A ce titre, il offre notamment :

- Une banque de données reprenant les associations et institutions bruxelloises travaillant dans le domaine psycho-médico-social.
- Une pressothèque sur ces mêmes domaines.

FONDATION JULIE RENSON

Rue du Lombardie 35
1060 Bruxelles
Tel: 02/538.94.76
Fax: 02/534.38.64
info@julierenon.be
www.julierenon.be

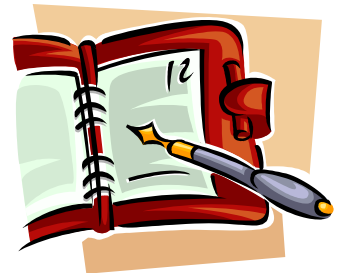
- Le service **INFO SANTÉ MENTALE** offre, des informations détaillées sur les initiatives les plus diverses du domaine de la santé mentale en Belgique.

- **THESEAS**, outil informatique de consultation d'une base de données en santé mentale destiné aux professionnels du secteur.

LIGUE BRUXELLOISE POUR LA SANTÉ MENTALE

Rue du Président 53
1050 Bruxelles
Tel: 02/511.55.43
Fax: 02/511.52.76
lbfs@skynet.be

- La ligue représente les services de santé mentale bruxellois
- Elle peut fournir tous renseignements dans le domaine de la santé mentale par téléphone ou sur place.



**PLATE-FORME DE CONCERTA-
TION POUR LA SANTE MENTALE
EN REGION DE BRUXELLES-
CAPITALE**

Quai du Commerce 7

1000 Bruxelles

Tel: 02/289.09.60

Fax: 02/512.38.18

PFSM.OPGG@beon.be

La Plate-forme possède un répertoire des structures de santé mentale bruxelloises (unicommunautaires et bicommunautaires).

**SERVICE PROMOTION DE LA
SANTE**

Union nationale des Mutualités
socialistes

Rue Saint-Jean 32-38

1000 Bruxelles

Tel: 02/515.05.85, 02/515.05.04

Fax: 02/515.06.11

www.self-help.be se veut un site d'information sur les groupes d'entraide et associations de Self-Help en Communauté française de Belgique.

Ce site représente un espace d'information où les patients, les personnes handicapées, les familles touchées par un problème grave ou difficile à gérer peuvent se renseigner sur l'existence d'associations de soutien, de groupes de parole et de Self-Help.

Formations

**CEFEC- CENTRE DE FORMATION
A L'ECOUTE**

TELE-ACCUEIL BRUXELLES

Boulevard de Waterloo 99

1000 Bruxelles

Tel: 02/538.49.21

Fax: 02/537.41.85

teleaccueil.brussels@skynet.be

www.tele-accueil.be

2 types de formations sont proposées

- Programme multi-disciplinaire pour professionnels ou bénévoles d'horizons différents.

- Programme mono-institutionnel pour toute équipe de professionnels ou de bénévoles.

**CENTRE DE PREVENTION DU
SUICIDE**

Place du Châtelain 46

1050 BRUXELLES

Tel: 0800/32. 123 (24h/24)

02/640.51.56 (secrétariat)

Fax: 02/640.65.92

cps@preventionsuicide.be

www.preventionsuicide.be

Formations données au sein du Centre pour les candidats répondants bénévoles et à l'extérieur (police, assistants sociaux, écoles....).

Zelfmoord in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Eind 2003 heeft het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad het dossier "Zelfmoord in het Brussels Gewest. Situatie 1998-2000" gepubliceerd.

In het Brussels Gewest is zelfmoord de derde oorzaak van voortijdig overlijden bij mannen en de tweede oorzaak bij vrouwen. Uit de analyse van de statistische formulieren inzake overlijdens blijkt dat 574 Brusselaars zelfmoord hebben gepleegd in de periode 1998-2000, of een gemiddelde van 190 zelfmoorden per jaar.

Deze cijfers vormen slechts het topje van de ijsberg. Het aantal zelfmoordpogingen of het aantal mensen met zelfmoordgedachten is veel groter. Er zijn geen betrouwbare informatiebronnen betreffende zelfmoordpogingen in Brussel. Uit onderzoek uitgevoerd in Vlaanderen blijkt dat er voor elk overlijden door zelfmoord 14 zelfmoordpogingen zijn. Deze verhouding verschilt naar gelang de leeftijd en het geslacht. Het aantal jaarlijkse zelfmoordpogingen in Brussel zou tussen de 2700 en de 4000 liggen.

Het dossier legt de tendensen per gemeente vast maar ook in functie van verschillende socio-demografische factoren als burgerlijke staat en nationaliteit. Het beschrijft eveneens de verschillende preventiestrategieën en plaatst die in de Brusselse context teneinde verschillende aanbevelingen te formuleren.

Tenslotte geeft het dossier de coördinaten van verenigingen die een band hebben met het thema zelfmoord. Die worden hier voorgesteld.

De informatie over de verenigingen heeft enkel betrekking op hun activiteiten rond zelfmoord

Algemene preventie

CENTRUM TER PREVENTIE VAN ZELFMOORD

Arteveldestraat 142
1000 Brussel

De zelfmoordlijn: 02/649.95.55
(24u/24u - gratis oproepnummer)
Tel: 02/649.62.05 (secretariaat: elke werkdag van 14u tot 17u)
cpz@zelfmoordpreventie.be (enkel voor aanvraag van informatie en vragen i.v.m. het vormingsaanbod).
www.zelfmoordpreventie.be
24 uur op 24 kunnen mensen in crisis/mensen die suïcidaal zijn of in een andere psychologische noodtoestand anoniem hun verhaal doen bij de telefonische beantwoorders.
Ook mensen die in hun omgeving met suïcidaal gedrag worden geconfronteerd kunnen bij de Zelfmoordlijn terecht.

TELE-ONTHAAL BRUSSEL

Postbus 1869
1000 Brussel
Tele-Onthaal: 106 (24u/24u - gratis oproepnummer)
Tel: 02/511.86.63 (secretariaat: elke werkdag van 9u tot 17u)

brussel@tele-onthaal.be
www.tele-onthaal.be

-Telefonische opvang van mensen in psychische of psycho-sociale nood.
-Hulp via een online gesprek op het internet (permanentie: zie uurrooster op hun website)

BELGISCHE LIGA VAN DE DEPRESSIE

Rue de la Vinaudrée 30
1370 Jodoigne
Infotelefoon depressie: 070/23.33.24
(op vrijdag en maandag van 10u tot 13u30)
Fax: 010/81.31.88
lig.depr@yucom.be
www.liga-depressie.org
De Belgische Liga van Depressie wil ruimte bieden voor een permanente uitwisseling van gedachten en informatie over depressie; zij richt zich tot iedereen, al dan niet depressief, al dan niet deel uitmakend van de omgeving van een depressieve persoon, die informatie wenst.

**OBSERVATORIUM
VOOR GEZONDHEID
EN WELZIJN VAN
BRUSSEL-
HOOFDSTAD**
Louizalaan 183
1050 Brussel
Tel: 02/502.60.01
Fax: 02/502.59.05
observat@ggc.irisnet.be
www.observatbru.be
De studie kan worden
gedownload.

Specifieke preventie**DE HALLEN**

Grétrystraat 1
1000 Brussel
Tel: 02/227.02.00 (algemeen
onthaal)

02/227.02.01 (crisishulp
minderjarigen)

Fax: 02/227.02.10
dehallen@vgc.be
dehallen.vgc.be

Naast algemene laagdrempelige
hulpverlening biedt "De Hallen" cri-
sishulp aan minderjarigen (CRIM):
ambulante crisishulp aan 12- tot 18-
jarigen. Afspraken met SOS Jeunes
in geval van residentiële opvang.

Permanentie: elke werkdag van 9u
tot 19u, dinsdag van 12.30u tot 19u
(vakantie tot 17u). GSM permanentie
van 19u tot 22u via telefoonnum-
mer; daarna automatische opvolging
door een andere dienst.

Men kan ook schrijven, faxen,
e-mailen of interactief gaan.

DRUGLIJN

Hangt af van de Vereniging voor Al-
cohol en andere Drugproblemen -
VAD.

Druglijn: 078/15.10.20
www.druglijn.be

Secretariaat:

E.Tollenaerestraat 15
1020 Brussel

druglijn@druglijn.be (enkel voor ad-
ministratieve doeleinden)

Telefoondienst voor mensen met
vragen en/of problemen rond alco-
hol, drugs en medicatie. Ook voor
vragen en problemen rond gokken,
roken en internetverslaving kan men
er terecht.

Schriftelijk te bereiken op boven-
staand adres.

Permanentie: elke werkdag van 12u
tot 21u en zaterdag van 15u tot 21u.

**KINDER- EN JONGERENTELE-
FOON VLAANDEREN**

Postbus 50
2800 Mechelen

Kinder- en Jongerentelefoon:
078/15.14.13 (elke avond tussen
16u en 20u, behalve op zon- en
feestdagen).

brievenbus@kjt.org
www.kjt.org

Secretariaat:

Hallepoortlaan 27

1060 Brussel

Tel: 02/534.37.43

info@kjt.org

www.kjt.org

Een lijn voor kinderen en jongeren
die een probleem willen bespreken,
over een bepaald onderwerp infor-
matie willen, die een gesprek willen
voeren over hun belevingen of die
hun mening willen vertellen...
Dit kan telefonisch of per brief (post
of e-mail).

In project: on line gesprek (najaar
2004).

HELP LINE

P/a Community Help Service

Sint-Jorisstraat 102/20

1050 Brussel

Help-line: 02/648.40.14 (24u/24u)

Tel: 02/647.67.80 (secretariaat)

Telefonische hulplijn voor Engelstali-
gen. De dienst geeft (praktische)
informatie en hulp aan mensen in
nood.

HOLEBIFOON

Tel: 09/238.26.26 - 09/238.35.26

(doven en slechthorenden)

www.holebifoon.be

Secretariaat:

Kammerstraat 22

9000 Gent

Tel: 09/223.69.29

www.holebifederatie.be

Het verstrekken van psycho-sociale
opvang en informatie aan homo's,
lesbiennes, biseksuelen en iedereen
die van dichtbij of veraf met homo-
seksualiteit te maken heeft.

Permanentie: elke dag (behalve op
feestdagen) van 18u tot 22u, op
woensdag van 14u tot 22u.

**INFORMATIONS UND BERA-
TUNGSSTELLE FÜR DEUTSCH-
SPRACHIGE –IBS**

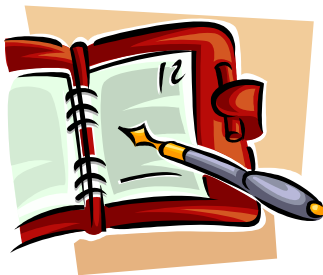
Tel: 02/768.21.21

Fax: 02/768.98.90

Telefonische hulplijn voor Duitstali-
gen.

De dienst geeft (praktische)
informatie en hulp aan mensen in
nood.

Permanentie: elke werkdag van 10u
tot 13u en van 20u tot 7u 's mor-
gens.



JUSTITIEEL WELZIJNSWERK BRUSSEL

Groot Eiland 84
1000 Brussel

Tel: 02/502.66.00 (algemeen nr)

Team: Esmeralda Vijverman

(contactpersoon – GSM:

0478/21.59.72), Veronique De Muylder, Katleen Alen)

De dienst staat in voor de psychosociale begeleiding van iedereen die dreigt in aanraking te komen met het strafrecht, die in aanraking komt met het strafrecht en die in aanraking geweest is met het strafrecht en van familieleden en kennissen van deze personen.

Maakt deel uit van de deelwerking Groot Eiland van CAW Archipel.

MEDET-FOON

Tel: 070/22.33.55

Hulp voor Marokkaanse en Turkse allochtonen in nood opgericht op initiatief van het Steunpunt Allochtone meisjes en vrouwen. De dienst verleent hulp in het Arabisch, Berbers en het Nederlands.

Permanentie: maandag; dinsdag, donderdag en vrijdag van 9u tot 13u. Woensdag van 19u tot 21u30.

Hulp aan nabestaanden

CENTRUM TER PREVENTIE VAN ZELFMOORD

Arteveldestraat 142
1000 Brussel

De zelfmoordlijn: 02/649.95.55
(24u/24u - gratis oproepnummer)

Tel: 02/649.62.05 (secretariaat: elke werkdag van 14u tot 17u)

cpz@zelfmoordpreventie.be (enkel voor aanvraag van informatie en vragen i.v.m. het vormingsaanbod).

www.zelfmoordpreventie.be

Nabestaanden van zelfdoding kunnen bij de Zelfmoordlijn terecht.

GESPREKSGROEP VOOR NABESTAANDEN NA ZELFDODING BRUSSEL

Bart Van Hoof
p/a CGGZ De Vest
Papenvest 78
1000 BRUSSEL

Tel: 02/511.06.60

Fax: 02/512.02.87
devest@belgacom.net

Door zorgzame aandacht kan via de groep de eigen kracht weer aangeboord worden zodat het verlies een plaats kan krijgen in het leven. Naast het eigen verhaal van de nabestaande kunnen ook vragen en gevoelens die leven ter bespreking worden voorgelegd.

Het betreft een 'open groep' met maandelijkse samenkomsten. Een kennismakingsgesprek vooraf is wenselijk.

Deze groep staat open voor wie een familielid, partner of goede vriend(in) verloor door zelfdoding.

JUSTITIEEL WELZIJNSWERK BRUSSEL

Groot Eiland 84
1000 Brussel

Tel: 02/502.66.00 (algemeen nr)

Team: Esmeralda Vijverman

(contactpersoon – GSM:

0478/21.59.72), Veronique De Muylder, Katleen Alen)

De dienst staat in voor de psychosociale begeleiding van de nabestaanden van personen die met het strafrecht in aanraking zijn gekomen.

Maakt deel uit van de deelwerking Groot Eiland van het CAW Archipel.

NABIJ-ZIJN

P/a De heer Guy VANDER LINDEN
Handelskaai 35

1000 BRUSSEL

Tel: 02/523.12.33

Deze contactgroep organiseert samenkomsten voor rouwenden en nabestaanden en verleent steun en advies aan personen die een verlies door zelfdoding hebben ondergaan.

SLACHTOFFERHULP BRUSSEL HALLE-VILVOORDE

P/a CAW Archipel – Groot Eiland
Groot Eiland 84

1000 BRUSSEL

Tel: 02/514.40.25

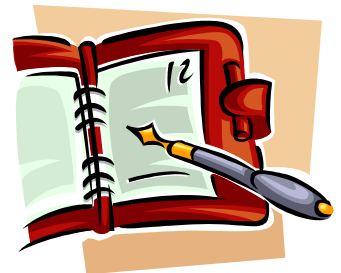
Fax: 02/512.67.38

grooteiland.slh@archipel.be

Hulp- en dienstverlening aan nabestaanden van zelfdoding of hun omgeving (artsen, ...).

Permanentie: elke werkdag van 9u tot 17u en op afspraak. Men kan ook geholpen worden na deze uren (mits afspraak).

Toegankelijk voor volwassenen, maar ook voor jongeren en kinderen.



SLACHTOFFERONTHAAL

- Quatre Brasstraat 13
1000 Brussel
Tel: 02/508.71.11
Fax: 02/519.83.78
ella.smets@just.fgov.be
- Regentschapsstraat 63
1000 Brussel

Tel: 02/508.71.11
Fax: 02/519.83.78

Wanneer een gerechtelijk dossier werd geopend, mag de dienst de nabestaanden van een persoon die zelfmoord pleegde, helpen. Hij informeert hen over het verloop van het onderzoek en over de stappen die moeten ondernomen worden.

Nuttige verwijzingsadressen

**CENTRUM VOOR GEESTELIJKE
GEZONDHEIDSZORG VOOR HET
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK
GEWEST - CGGZ BRUSSEL**

Vanderlindenstraat 17
1030 BRUSSEL

Tel: 02/247.61.50
Fax: 02/245.96.42

cggz.brussel@skynet.be

Hulpverlening bij psychische en sociale moeilijkheden of problemen.

Het CGGZ Brussel bestaat uit 7 verschillende deelwerkingen.

De dienst beschikt over de adressen van de Nederlandstalige centra voor geestelijke gezondheidszorg in het Brussels Gewest met hun specifieke eigenschappen.

**CENTRUM VOOR MAATSCHAP-
PELIJKE DOCUMENTATIE EN
COORDINATIE**

Louizalaan 183
1050 Brussel

Tel: 02/511.08.00
Fax: 02/512.25.44

info.cmdc@cmdc.irisnet.be
www.cmdc.irisnet.be

Het CMDC is een centrum voor informatie en documentaire hulpbronnen en geeft een algemeen overzicht van de voorzieningen op het vlak van welzijn en gezondheid en van de sociale netwerken die bijdragen tot de Brusselse ontwikkeling.

Het centrum beschikt over een databank met alle sociaal-collectieve voorzieningen in Brussel en een persotheek over deze domeinen.

JULIE RENSON STICHTING

Lombardijestraat 35
1060 Brussel
Tel: 02/538.94.76
Fax: 02/534.38.64
info@julierenon.be
www.julierenon.be

De dienst **INFO GGZ** antwoordt op vragen naar hulpverleningsstructuren binnen de sector van de welzijns- en geestelijke gezondheidszorg.

THESEAS: telematicaproject waarbij de gebruiker (professionelen,...) via een externe connectie directe toegang heeft tot een geactualiseerde gegevensbank aangaande geestelijke gezondheidszorg.

**OVERLEGPLATFORM GEESTELIJKE
GEZONDHEID GEBIED BRUSSEL-HOOFDSTAD**

Handelskaai 7
1000 Brussel

Tel: 02/289.09.60
Fax: 02/512.38.18

PFSM.OPGG@beon.be

Het Overlegplatform beschikt over een repertorium van de voorzieningen voor geestelijke gezondheidszorg in Brussel.

TREFPUNT ZELFHULP

Departement Sociologie
E. Van Evenstraat 2C
3000 Leuven

Tel: 016/23.65.07
Fax: 016/32.30.52

trefpunt.zelfhulp@soc.kuleuven.ac.be

www.zelfhulp.be

Deze vereniging verspreidt uitgebreide informatie en documentatie rond zelfhulp, lotgenotencontact, ervaringsdeskundigheid en aanverwante terreinen. Zo verschaft ze specifieke informatie over zelfhulpgroepen (een contactadres, de werkwijze van de groep,...).

Permanentie: elke werkdag van 9u tot 17u.

Men kan ook schrijven, faxen, of e-mailen.

VORMING

**CENTRUM TER PREVENTIE VAN
ZELFMOORD**

Arteveldestraat 142
1000 Brussel

Tel: 02/649.62.05 (secretariaat: elke werkdag van 14u tot 17u)
 cpz@zelfmoordpreventie.be (enkel voor aanvraag van informatie en vragen i.v.m. het vormingsaanbod).
 www.zelfmoordpreventie.be
 Vormingsaanbod in suïcidepreventie dat reeds jaren aangeboden wordt aan specifieke beroepsgroepen (leerkrachten, verpleegkundigen, brandweer- en politiediensten, penitentiaire beambten,...).

PROJECT ZELFMOORDPREVENTIE INFORMATIE EN BIJSCHOLING

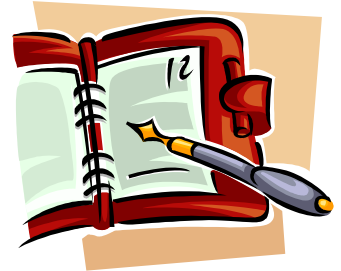
Contactpersoon: Karl Andriessen
 P/a Universitaire Dienst Geestelijke Gezondheidszorg
 UDGG-CGGZ Brussel
 Triomflaan 74
 1160 Brussel
 Tel: 02/640.93.02
 Fax: 02/646.11.23
 udgg@belgacom.net
 - Vier praktijkgerichte bijscholingspakketten werden ontwikkeld voor professionals die in contact komen met suïcidale personen en/of hun omgeving: huisartsen, politie, ziekenhuizen, jeugdhulpverlening en scholen.
 Tweedaagse bijscholing bedoeld voor de 1^{ste} lijn (wordt 2 maal per jaar ingericht).

TELE-ONTHAAL BRUSSEL

Postbus 1869
 1000 Brussel
 Tele-Onthaal: 106 (24u/24u - gratis oproepnummer)
 Tel: 02/511.86.63 (secretariaat: werkdagen van 9u tot 17u)
 E-mail: brussel@tele-onthaal.be
 Website : www.tele-onthaal.be
 Externe trainingen op vraag van groepen rond crisisopvang,

WERKGROEP VERDER

P/a CGG Passant
 Beertsestraat 21
 1500 Halle
 Tel: 02/361.21.48
 www.werkgroepverder@skynet.be
 www.werkgroepverder.be
 De Werkgroep coördineert, organiseert en steunt initiatieven voor nabestaanden na zelfdoding en ijvert voor de sensibilisatie en de verbetering van de opvang van de nabestaanden.
 Enkele realisaties: de WegWijzer (gratis brochure met alle zelfhulp- en gespreksgroepen rond nabestaanden van zelfdoding), Charter "Rechten van de Nabestaanden", Vlaamse Dag van de Nabestaanden.



Carnet d'adresses / Adresboekje

Changements de coordonnées / Wijzigingen coördinaten

Les coordonnées actuelles figurent en **gras** /
De huidige adresgegevens zijn **vetjes** gedrukt



CASU
Rue de l'Imprimerie 5
1190 Forest
Rue du Petit-Rempart 3
1000 Bruxelles
Tel: 02/537.82.70
Fax: 02/534.96.64
casu@skynet.be

CASU
Drukkerijstraat 5
1190 Vorst
Vestje 3
1000 Brussel
Tel: 02/537.82.70
Fax: 02/534.96.64
casu@skynet.be

CENTRE POUR L'EGALITE DES
CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE
RACISME
Rue de la Loi 155
1040 Etterbeek
Rue Royale 138
1000 Bruxelles
Tel: 02/212.30.00
www.diversite.be

CENTRE DE PREVENTION PSYCHO-
SOCIALE DE LA PETITE
ENFANCE ET DE LA FAMILLE
Avenue Albert 167
Chaussée d'Alsemberg 218
1190 Forest
Tel: 02/343.63.92 (centre de
la petite enfance) -
02/343.16.26 (centre
pour adolescents)
Fax: 02/343.09.54

CENTRUM VOOR GELIJKHEID VAN
KANSEN EN VOOR RACISMEBE-
STRIJDING
Wetstraat 155
1040 Etterbeek
Koningsstraat 138
1000 Brussel
Tel: 02/212.30.00
www.diversiteit.be

CENTRUM VOOR SOCIALE STADS-
ONTWIKKELING
**STEUNPUNT SOCIALE STADS-
ONTWIKKELING**
STADS² (lees stadskwadraat)
Vooruitgangstraat 333/10
1030 Schaarbeek
Tel: 02/274.03.30
Fax: 02/274.03.31
info@stads2.be

FAMISOL
Place du Campanile 28
Rue Martin V, 22
1200 Woluwe-Saint-Lambert
Tel/Fax: 02/771.91.14
www.famisol.be

FLORA
Rue du Progrès 333
Rue du Progrès 323
1030 Schaerbeek
Tel: 02/205.17.50
Fax: 02/203.80.98
info@florainfo.be
www.florainfo.be

FLORA
Vooruitgangstraat 333
Vooruitgangstraat 323
1030 Schaarbeek
Tel: 02/205.17.50
Fax: 02/203.80.98
info@florainfo.be
www.florainfo.be

GROUPE D'ACTIONS PSYCHO-
SOCIALES - GAPS
Avenue Albert 167
1190 Forest
Avenue de Cortenberg 85
1000 Bruxelles
Tel: 02/343.56.21
Fax: 02/343.91.44

GROUPE D'ENTRAIDE MENIERE EN
COMMUNAUTE FRANCAISE
Place Carnoy 11/111
Rue des Floralies 87/77
1200 Woluwe-Saint-Lambert
Tel/Fax: 02/762.91.83
entraidemeniere@hotmail.com

KIND EN GEZIN PROVINCIALE
AFDELING VLAAMS-BRABANT EN
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK
GEWEST
Hallepoortlaan 27
1060 Sint-Gillis
Karel Van Lotharingenstraat 4
3000 Leuven
Tel: 016/21.05.11
Fax: 016/21.05.41
secr.vlaamsbrabantenbrussel
@kindengezin.be
www.kindengezin.be

MISSION LOCALE D'ANDERLECHT
Avenue Clémenceau 10
Rue Ropsy-Chaudron 7
1070 Anderlecht
Tel: 02/555.05.60
Fax: 02/555.05.75
secr.mlanderlecht@misc.irisnet.be

PLACEMENT EN FAMILLE D'ACCUEIL
PARCOURS D'ACCUEIL ASBL
Rue de Hennin 101
1050 Ixelles
Tel: 02/640.03.40
Fax: 02/648.25.30

PROFORAL
Square Jean Joly
Rue Père De Decken 33
1040 Etterbeek
Tel: 02/642.93.84
Fax: 02/627.21.15
proforal@belgacom.net
www.guidesocial.com/proforal

STEUNPUNT MENSEN ZONDER PA-
PIEREN-BRUSSEL
Het Steunpunt Mensen zonder Papie-
ren-Brussel is niet langer een deel-
werking van de vzw Steunpunt Men-
sen zonder Papieren, maar is nu in-
gebed in het Regionaal Integratie-

centrum Foyer Brussel.
De dienstverlening van het Steunpunt
wordt verdeeld over verschillende
diensten en personen:
Hulpvragen en individuele begeleiding
van mensen zonder wettig verblijf
Sociale dienst: CAW Archipel-Welkom
Werking: Mommaertsstraat 22
Correspondentie: Werkhuizenstraat 25
1080 Sint-Jans-Molenbeek
Tel: 02/414.24.23

Juridische vragen
Juridische dienst
Werking: Mommaertsstraat 22
Correspondentie: Werkhuizenstraat 25
1080 Sint-Jans-Molenbeek
Tel: 02/414.04.53

Vormingen
Op verzoek worden vormingen geor-
ganiseerd voor eerstelijnswerkingen,
voor andere betrokkenen en voor de
doelgroep zelf.
Werking: Mommaertsstraat 22
Correspondentie: Werkhuizenstraat 25
1080 Sint-Jans-Molenbeek
Tel: 02/414.04.53

Alle andere vragen, bemerkingen en
suggesties met betrekking tot hulpver-
lening, opvang, oriëntering, acties en
emancipatie van mensen zonder pa-
piere worden behandeld door Dirk
Van Daele, voormalig stafmedewerker
van het Steunpunt.

Hij heeft als taak de organisaties te
ondersteunen in hun werking met
mensen zonder papieren, overheden
te stimuleren om een opvangbeleid te
voeren en nieuwe initiatieven met be-
trekking tot opvang, emancipatie, enz.
uit te werken.

Werking:
Mommaertsstraat 22
Correspondentie:
Werkhuizenstraat 25
1080 Sint-Jans-Molenbeek
Tel: 02/411.97.58

Nouvelles initiatives / Nieuwe initiatieven

La section locale de Laeken de la Ligue des familles a inauguré récemment son nouvel

ESPACE RELAIS FAMILLES

Les objectifs de cette initiative sont :

- Soutenir les parents et les reconnaître dans leur rôle de premier éducateur de leur enfant.
- Susciter une meilleure implication des parents dans la scolarité de l'enfant et ses loisirs en reconnaissant et en misant sur les capacités de chacun.
- Faire émerger des demandes, des besoins grâce à une écoute attentive et respectueuse.
- Instaurer davantage de cohésion sociale dans le quartier en faisant cohabiter puis collaborer différentes catégories de personnes, en invitant des personnes ressources pour des informations par l'échange de vécu.

L'accueil se fait en trois temps. Il y a d'abord l'accueil proprement dit qui se fait dans un local convivial, un goûter est organisé. Cela permet d'échanger des informations, des adresses d'autres services ou associations... Il y a ensuite le suivi scolaire qui se fait en collaboration avec les parents dans un local séparé. Après les devoirs, il reste du temps pour les jeux, la lecture et les bricolages. Il y a aussi un «coin câlin» pour les bébés et un «coin jeux» pour les petits de 3 à 6ans.

Ce projet est réalisé dans le cadre du volet social du Contrat de Quartier Palais Outre-Ponts, financé par la Région et la Ville de Bruxelles et soutenu par le Foyer laekenois et l'Echevinat de la Famille.

Espace Relais Familles

Cité Mellery du Foyer Laekenois

Rue Mathieu Desmaré 10

1020 Bruxelles

Tel : 0498/77.99.32 ou 02/479.57.70

Permanences : mardi et jeudi de 15h 30 à 18 h.



Le CDCS c'est

①

- Plus de 10 000 associations et autres organismes bruxellois repris dans une base de données. Outre des informations telles que leurs coordonnées et activités, celle-ci gère également de nombreux documents s'y rapportant tels que leurs statuts ou brochures de présentation.
- Un fichier des acteurs, personnes ressources et partenaires.
- Un fonds documentaire comprenant : des milliers d'articles issus de la presse ou de revues spécialisées ; des ouvrages ; des rapports de recherche ; des rapports d'activités ; des brochures ; des actes de colloques, séminaires, etc. ; des répertoires.

②

Un site WEB : www.cdcs.irisnet.be

③

Un outil "passeur de frontières"

Service d'information bicommunautaire, le CDCS permet un accès facile et rapide aux informations, initiatives et professionnels de l'action sociale néerlandophone à Bruxelles.

④

Une équipe à votre service du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et les après-midi sur rendez-vous.



**Centre de Documentation et
de Coordination Sociales**

183 Avenue Louise
1050 Bruxelles
Tel : 02/511.08.00
Fax : 02/512.25.44
E-mail : info.cdcs@cdcs.irisnet.be

Het CMDC, dat betekent

①

- *Meer dan 10 000 Brusselse verenigingen en organisaties in een databank. Behalve informatie zoals het adres en de activiteiten bevat de databank heel wat documenten zoals statuten en voorstellingsbrochures.*
- *Een bestand met actoren, experts en partners.*
- *Een documentatiebestand met: duizenden artikels uit kranten en gespecialiseerde tijdschriften ; boeken ; onderzoeksrapporten ; jaarverslagen ; brochures ; verslagen van colloquia, seminaries, studiedagen ; gidsen.*

②

Een website : www.cmdc.irisnet.be

③

Een "grensoverschrijdend" werkinstrument

Als bicommunautaire dienst voor informatieverstrekking biedt het CMDC eenvoudig en snel toegang tot informatie, initiatieven en professionals uit de Franstalige welzijnssector in Brussel.

④

Een team dat ter beschikking staat van maandag tot vrijdag van 9u tot 12u ; in de namiddag na afspraak.



**Centrum voor Maatschappelijke
Documentatie en Coördinatie**

Louizalaan 183
1050 Brussel
Tel: 02/511.08.00
Fax: 02/512.25.44
E-mail: info.cmdc@cmdc.irisnet.be

Collaboration du CDCS à la réalisation de ce numéro / Medewerking van het CMDC aan dit nummer :

Rédaction / Redactie : Amélie Jacquet

Documentation et traduction / Documentatie en vertaling: Yolanda Puttemans, Catherine Giet, Katelijn Van Cauwenberge

Lay-out : Sylvie Deroose

Coordination / Coördinatie : Solveig Pahud

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, il existe 10 Centres de Service Social mutualistes agréés.

Les responsables des Centres de Service Social des mutualités socialistes, chrétiennes, libérales et neutres ont décidé de se regrouper en fédération bruxelloise afin de mieux répondre aux défis sociaux actuels.

Les mutualités ont des missions de type « action sociale » (article 3 C – Loi du 6 août 1990) et font partie d'un dispositif social d'importance puisque son activité se saisit justement de la globalité des situations socio-sanitaires de leurs membres.

La spécificité de cet ancrage mutualiste permet d'une part la capacité à traiter – en **prise directe** – de plusieurs problèmes en même temps et d'autre part d'assurer le lien entre l'aide sociale et la sécurité sociale.

La création de notre fédération est l'aboutissement d'un travail de collaboration, entre différents acteurs œuvrant sur le terrain.

En tant que représentante des Pouvoirs Organisateurs, notre fédération permet :

- d'une part d'optimiser la représentation des centres auprès des pouvoirs publics et des partenaires du secteur;
- d'autre part de rappeler le rôle des Centres de Service Social mutualistes comme des centres de “ service au public ” mais également complémentaires aux services publics existants. En effet, cette complémentarité est nécessaire dans le sens où la protection sociale est un champ où l'Etat ne peut **tout** organiser, laissant ainsi une place aux associations **et** aux institutions;
- enfin de visualiser les conséquences des politiques sociales et de santé grâce aux relais locaux des mutualités.

Le but de notre Fédération est :

- **assurer la représentation du secteur auprès des pouvoirs subsidiaires et/ou consultatifs**
- **faire connaître l'action sociale de ces centres en assurant la récolte et la diffusion des informations nécessaires à leur visibilité**
- **être une plate-forme de rencontre avec les autres intervenants sociaux.**
- **complémentaire, elle pourra prodiguer des formations et/ou documentations spécifiques aux travailleurs sociaux de ces Centres.**



WAAROM EEN VERBOND VAN CENTRA VOOR MAATSCHAPPELIJK WERK VAN DE ZIEKENFONDSEN UIT HET BRUSSELS ?

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn er 10 erkende centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen .

De verantwoordelijken van de Centra Maatschappelijk Werk van de socialistische, christelijke, liberale en neutrale ziekenfondsen hebben zich verenigd in een Brussels verbond teneinde beter te kunnen reageren op de actuele sociale uitdagingen.

De ziekenfondsen hebben opdrachten op het vlak van “sociale actie” (artikel 3 C – wet van 6 augustus 1990) en zijn belangrijke sociale voorzieningen omdat ze zich precies toespitsen op het welzijn en de gezondheid van hun leden.

Dankzij deze verankering in het ziekenfonds kunnen verschillende problemen **onmiddellijk** en tegelijkertijd worden aangepakt en wordt de link tussen de sociale hulp en de sociale zekerheid gelegd.

De stichting van onze federatie is het resultaat van de samenwerking tussen de verschillende actoren die op het terrein werken.

Als vertegenwoordigster van de inrichtende machten, kan de federatie :

- de vertegenwoordiging van onze centra bij de overheid en andere partners uit het werkveld optimaliseren;
- de rol van de centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen als « dienst voor de bevolking » benadrukken. De centra zijn een aanvulling van de bestaande overheidsdiensten. De overheid kan immers niet **alles** organiseren op het vlak van sociale bescherming.
- de gevolgen duiden van het welzijns- en gezondheidsbeleid dankzij de plaatselijke kantoren van de ziekenfondsen.

Onze Federatie heeft als doel :

- **de sector te vertegenwoordigen bij de Brusselse subsidiërende en/of adviserende overheid**
- **uitstraling te geven aan de sociale actie van deze centra door de nodige informatie ter bevordering van hun bekendheid te vergaren en te verspreiden**
- **een ontmoetingsplaats te zijn met andere sociale actoren**
- **aanvullend, specifieke vorming en/of documentatie verstrekken aan de maatschappelijk assistenten van deze Centra.**